

L'ÉVÈNEMENT

LES PARTIS ET LA RELÈVE DES GÉNÉRATIONS

Le poids de l'histoire pèse encore sur les leaders des partis

Au moment où les réformes institutionnelles prennent place, la classe politique est interpellée pour participer aux prochaines échéances électorales. Les partis de la majorité actuelle et ceux de la Koutla ont-ils préparé à la relève structures et hommes ?

A

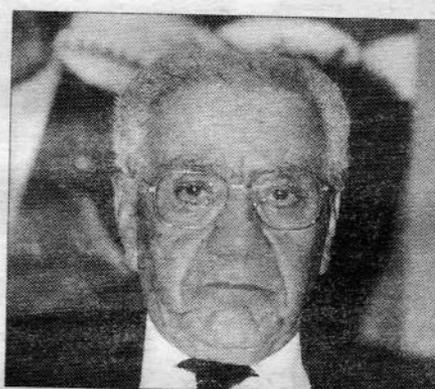
quelques exceptions près, le rajeunissement des cadres dans les organisations politiques et la préparation d'une relève ne se sont pas réalisés.

Abdeslam Baraka, 42 ans, aujourd'hui président délégué de l'Union Constitutionnelle pour deux mois, est le plus jeune ministre «politique» à avoir participé à un gouvernement. Il est aussi l'un des plus jeunes parlementaires. Mohand Laenser, 52 ans, qui dirige, pour sa part, le Mouvement populaire, après le départ quelque peu forcé de Mahjoubi Aherdane, a insufflé un sang nouveau à son parti.

En face, c'est-à-dire dans les rangs de l'opposition, rien de vraiment nouveau. Les anciens sont toujours là, bien en place. Pour comprendre les raisons de cette quasi-absence de relève au sein des organisations partisans, notamment dans la Koutla, il convient d'effectuer un retour sur l'évolution du Maroc depuis le recouvrement de son indépendance. «Flash-back» édifiant sur l'histoire des successions politiques non programmées et des tensions qu'elles provoquent dans les états-majors des partis à l'approche des importantes échéances de 1997.

Certains leaders nationalistes, signataires du Manifeste du 11 janvier 1944, ne savaient probablement pas, qu'un demi-siècle plus tard, ils seraient encore «aux affaires». Tout en demeurant les «sages» du milieu politique, ils sont toujours en première ligne, interlocuteurs patentés du pouvoir, pour ne pas dire partenaires obligés d'un système qui les a phagocytés après les avoir utilisés comme piliers puis comme alliés stratégiques avant de les confiner dans un rôle intermittent d'opposition. Septuagénaires pour la plupart, les figures charismatiques du mouvement national n'en demandaient certainement pas tant, mais le développement d'un Maroc moderne auquel ils aspiraient au moment de leur engagement, les a pris au piège. Et la partie continue...

Ainsi le parti de l'Istiqlal est toujours dirigé par M'hamed Boucetta, désigné par ses pairs en 1974, à la disparition du leader Allal El Fassi. Il tenta bien de passer le flambeau à M'hamed Douiri à l'occasion du dernier congrès, mais les instances dirigeantes lui demandèrent de rester à la barre en raison, très certainement, des discussions entamées avec le Palais sur la participation de l'opposition au gouvernement. Les «jeunes cadres» comme Mohamed El Ouafa qui organisa l'Union générale des étudiants du Maroc (UGEM) et prit une part active dans la formation de la jeunesse istiqlalienne, et Saïd Alami sont dans l'expectative. Ils ont



M'hamed Boucetta



Mohand Laenser

Deux générations oppos

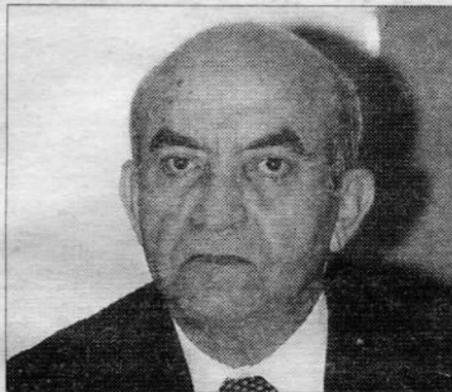
la cinquantaine bien gagnée !...

Toujours au niveau des partis du Bloc démocratique, l'USFP a vécu jusqu'à la mort de Abderrahim Bouabid sous le régime du «centralisme démocratique» qui a toujours permis aux leaders historiques de prendre des décisions sans en référer à la base. Mais ayant acquis certaines positions privilégiées au sein du parti, plusieurs cadres ne voient pas d'un bon œil les orientations d'avenir prises par leur direction. Abderrahmane Yousoufi, revenu sur sa décision «historique» du 19 septembre 1993 de quitter la scène politique, mène encore aujourd'hui le jeu mais a dû faire face à la fronde de certains militants à la suite du décès soudain de Mohamed Bahi - directeur de la rédaction désigné du journal Al-Itihad Al-Ich-tiraki - et de la publication d'articles sévères sur le développement de l'USFP sur le même quotidien.

Là aussi des «quadras» comme le député Fathallah Oualalou et le sociologue Mohamed Guessous ne sont pas souvent mis au devant de la scène, confinés qu'ils sont dans des rôles de second plan.

LES ANNÉES 80 DE LA «NOUVELLE DROITE»

Lorsque vint l'affaire du Sahara qui consacra le consensus autour de l'unité territoriale, on a assisté à un blocage de la contestation politique ainsi que de toute forme de révolte soit de la jeunesse soit des syndicats. Entre-temps, le Rassemblement national des indépendants (RNI) fut constitué pour soutenir l'action



Abderrahmane Youssoufi



Abdeslam Baraka

ées par l'âge et les idées.

gouvernementale et lui donner une majorité. Ahmed Osman, ancien Premier ministre, présidera à ses destinées en appelant les jeunes cadres à se joindre à un parti émanant de la majorité au pouvoir certes, mais qui porte tous les espoirs d'un renouveau.

L'engouement est remarquable, et l'on notera un renouvellement du personnel politique gouvernemental qui se confirmera d'ailleurs en 1983, par la création de l'Union constitutionnelle de Maâti Bouabid. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est à droite que se fera le recrutement des «militants» dans les années 70 et 80. Dans la foulée, les associations régionales naissent pour amorcer la mise en place d'une sorte de soutien à l'administration. Là aussi, on encourage les jeunes à participer, mais seules les élites sont réellement intéressées.

Ceux qui n'ont pas connu l'épreuve du colonialisme au moment de la Marche verte accèdent à leur majorité avec pour bagages des diplômés sans valeur et une formation politique plus que sommaire. Quand elle existe ! Ils se sentent négligés par les organisations politiques, ne trouvent pas de satisfaction dans leur vie quotidienne et ne voient pas de débouchés à l'horizon. Le manque flagrant d'encadrement et l'absence d'action au niveau étudiantin, les poussent tout naturellement à se rapprocher des syndicats et à épouser les thèses de travailleurs.

A ce propos, les responsabilités des principales centrales syndicales seront mises à rude épreuve. La CDT et l'UGTM

à l'origine de la grève générale de 1990, il est apparu que les revendications des couches populaires de la société échappaient totalement à l'encadrement syndical et politique. Les jeunes et ceux qui ne le sont plus vraiment, frappés par un chômage qui les marginalise, se révoltent et sortent dans la rue pour exprimer leurs frustrations. Les perspectives politiques devenant de plus en plus aléatoires, les partis sont quelques peu dépassés.

LES «JEUNES», OTAGES DE L'HISTOIRE

La révision de la Constitution en 1992 a ouvert la voie à de nouvelles initiatives de la classe politique, à gauche comme à droite, et l'opposition fut invitée, à l'issue d'élections controversées, à se prononcer sur son éventuelle participation au gouvernement.

Le *niet* de la Koutla consécutif au scrutin du 17 septembre 1993, désignant au suffrage indirect le tiers de la Chambre des représentants, sonne le glas de l'alternance. S.M. le Roi recevra, en octobre 1993, les leaders des partis du bloc démocratique pour parler de l'avenir, mais ces derniers avancent comme préalable l'annulation pure et simple de la consultation pour résultats non conformes à la réalité.

Le courroux du Souverain exprimé à l'occasion du discours du 6 novembre, est révélateur du blocage politique d'autant plus qu'en démissionnant avec fracas en 1993, Abderrahmane Youssoufi, avait laissé derrière lui un vide révélateur. Même son premier adjoint, Mohamed El-Yazghi s'était évertué à éviter tout engagement tant que la situation n'avait pas évolué. Cette attitude n'a pas manqué de déteindre sur l'ensemble de la Koutla dont la base n'avait pratiquement pas voix au chapitre. Elle n'a pas été éduquée pour supplanter ses chefs historiques en cas de vacance ou de désaccord sur les orientations de principe. Sa contestation du bout des lèvres mettra à nu et continuera à le faire, une certaine fébrilité des jeunes cadres à vouloir «aller au charbon», car le temps presse et le Maroc a besoin d'un sang nouveau.

Mais, manifestement, elle devra attendre de meilleures conditions et une éclaircie qui pourrait peut-être se produire aujourd'hui, dans le cadre des réformes en cours. Encore faut-il qu'une place lui soit faite pour prendre ses responsabilités et assurer la relève. D'aucuns lui reprochent déjà d'être bridée dans ses possibilités et de rester enfermée dans une attitude favorable à ses dirigeants, mais qui dessert en réalité l'avenir des organisations et des idéaux desquels elle se réclame. ■

FOUAD NEJJAR

L'ÉVÈNEMENT

LES PARTIS ET LA RELÈVE DE GÉNÉRATIONS

Les animateurs de la Koutla voudraient éviter le syndrome de l'U.C

Plus de tabous! Les militants de la Koutla veulent que l'alternance politique s'accompagne aussi d'une alternance des générations au sein des partis. Les «dinosaurés» sauront-ils éviter le syndrome de l'U.C avant de quitter, dignement, l'arène politique ?

La disparition inopinée de M^e Bouabid, leader de l'U.C., a plongé cette formation de droite dans une véritable lutte de succession. Du coup, ce qui aurait pu passer pour un simple épiphénomène, en octobre dernier, s'est transformé en véritable hantise pour les militants des partis de la Koutla. Les langues se sont déliées pour fustiger «l'ossification» des appareils de direction. Et «cautionner» l'éclatement de l'OADP, intervenue l'été dernier. Désabusés, des jeunes de la Koutla comprennent, à défaut de soutenir, la montée en puissance d'un quadra, M. Ourdighi en l'occurrence, qui s'est allié une partie des militants de M. Bensaïd pour former un nouveau parti (PSD).

Car la même atmosphère de fronde plane aussi sur les autres composantes de la Koutla. Ni l'USFP, ni l'Istiqlal ne sont épargnés. Même si leurs directions respectives tentent d'en minimiser la portée. Le glas des scissions en cascade n'a pas encore sonné. Et l'heure est plutôt celle de la mobilisation tous azimuts en prévision d'une alternance politique annoncée. Le meilleur exemple qui étaye une telle thèse est celui du PPS, dont la 8^{ème} session du Comité central a failli conduire à l'implosion d'un parti traditionnellement monolithique.

L'ALTERNANCE DES GÉNÉRATIONS

L'unité des rangs de ces formations qui se proclament «alternatives» ne peut résister à l'usure du temps. La majorité des leaders sont nés durant au milieu des années 1920. Pourtant, aucun des secrétaires généraux n'a désigné de dauphin attitré. *«Procédure normale et démocratique qui devrait épargner, en cas de vacance, toute déchirure du parti»*, signale un observateur. *«Nos leaders jouent sur leur charisme historique pour se maintenir en tête et faire barrière aux prétendants à la succession»*, ajoute un député de l'USFP. Un autre de ses frères de combat pousse le raisonnement plus loin. *«Nos partis se rapprochent plus des féodalités que de formations ouvertes et transparentes»*, martèle-t-il.

Au PPS, on reproche à la direction d'être pauvre en *«véritables gestionnaires susceptibles d'intéresser les citoyens à la chose politique»*. M. Nabil Benabdellah, membre du Bureau politique du PPS à 38 ans, enfonce le clou: *«L'ère des allégeances et autre clientélisme est révolue. Il est temps que le système de promotion des jeunes au sein des partis soit fonction de critères plus objectifs comme le mérite, la compétence et le sens du devoir.»* Histoire de rappeler que le jeu au sein des partis est fait de faux-semblants, d'intrigues et autres cooptations. Le même discours est tenu par des responsables de l'Istiqlal, de l'OADP et du PSD. *«Il est*



Mohamed Elyazghi (U.S.F.P.), Issa Ourdighi (P.S.D.), Mohamed Bensaïd (O.A.D.P.)

L'unité des rangs ne peut résister à l'usure du temps.

inconcevable que les leaders actuels continuent à puiser de leurs fonds de commerce (référence est ainsi faite à leur contribution à la lutte pour l'indépendance) à chaque fois que le rajeunissement des directions est mis sur le tapis», déplore-t-on. Car s'il n'est pas constamment alimenté, tout crédit, soit-il symbolique, finit par se tarir. «Et c'est le discrédit de nos élites politiques qui constituera la conséquence», ajoute un istiglalien.

LE PUBLIC SE DÉTOURNE

Si la presse de la Koutla, relayée en cela par les discours de ses dirigeants, rappelle à chaque occasion la «*désaffection grandissante des masses vis-à-vis du politique*», c'est pour taire une autre réalité. Leurs rangs commencent à se vider, petit à petit, des cadres plus portés sur les associations dites de la société civile.

Les (ex) militants sont en effet désarçonnés par des formations politiques de plus en plus obsolètes. Et ne permettant plus d'épanouissement de l'individu. «*Comment voulez-vous que je continue à militer au sein d'un parti politique qui pratique l'opacité dans ses relations internes*», s'indigne un quadra.

Cela sans parler de «*ses relations avec le pouvoir*». Interrogés sur les développements liés aux prochaines échéances politiques, des militants de la Koutla ne savent que répondre. Si ce n'est que «*le tout est traité en paquet par les directions*». Comment dès lors se permettre la moindre percée sur le champ social lorsque les initiés, ou supposés l'être, nagent dans le brouillard ? C'est cette atmosphère d'opacité, intrigante, qui pousse les jeunes, incapables de l'assimiler, à rejeter le fonctionnement des partis politiques.

Et les hyperboles ne manquent pas. «*On a souvent mis à l'index l'Administration pour son incompétence et son caractère tatillon. Et c'est l'Administration qui nous cloue aujourd'hui*

au pilori, en se rajeunissant considérablement», reconnaît un ancien militant de l'USFP. Les entreprises

publiques et semi-publiques les mieux gérées sont en effet dirigées par des quadragénaires.

Les exemples ne manquent pas: RAM, OCP, ONE, etc. L'âge des directions est une des pesanteurs dont pâtissent les partis politiques marocains. «*Nous avons l'impression de vivre en plein Jurassic Park, avec le risque de ne pas reproduire de happy end*», note un politologue.

En se détournant des partis traditionnels, les citoyens peuvent basculer dans d'autres courants dont le populisme se nourrit aussi d'une certaine forme d'assistance économique. «*Eviter ce risque passe forcément par l'alternance des générations au sein des partis*», ajoute le même analyste. En somme, il ne s'agira que de reproduire, en simultanée, la configuration de la pyramide démographique dont la base est constituée de jeunes... ■

A.E.M

LES PARTIS DE LA RELÈVE DES GÉNÉRATIONS

Les jeunes militants revendiquent une place aux premières loges

**Les jeunes militants ont-ils leur mot à dire au sein de leurs partis ?
Les dirigeants les consultent-ils avant de prendre les décisions importantes ?
Oui, mais uniquement pour qu'ils disent amen.**



Sassi, S.G de la «Chabiba Ittihadia», entouré de jeunes militants.
La jeunesse Ittihadia est la mieux organisée de tous les partis politiques.



ous les 15 jours on se réunit à Azemmour. On y organise des rencontres culturelles, sportives et de réflexion.» Younes, 28 ans, est un jeune militant du comité de la Chabiba doustouria (l'Union constitutionnelle).

Il est fier de son parti qu'il considère comme la seule formation qui s'intéresse véritablement aux jeunes. Pour preuve, argumente-t-il, l'UC dispose dans chaque province, et bientôt dans chaque région, d'un comité de la Chabiba doustouria. Par le biais de leur président, explique-t-il, les membres de la Chabiba peuvent transmettre directement leurs propositions au bureau politique.

«La commission administrative, une des principales instances du parti, est constituée majoritairement par des jeunes». Le bureau politique n'est pas en reste. Un représentant de la Chabiba doustouria y siège continûment. Il rappelle enfin que l'UC compte parmi ses membres le plus jeune conseiller communal, le plus jeune député et le plus jeune ministre.

Ceci étant, Younes reconnaît qu'il reste encore à faire pour atteindre une meilleure représentativité des jeunes au sein des instances exécutives de l'UC. Mais, il reste optimiste : *«Les instances exécutives du parti viennent de nous associer dans la préparation des campagnes électorales»*.

L'instauration de mécanismes démocratiques à l'intérieur du parti de l'UC est sans nul doute une bonne initiative.

Encore faut-il qu'ils soient réellement appliqués dans la pratique. Après la disparition de Maati Bouabid, a-t-on sollicité l'avis des jeunes sur la succession? Et pourquoi ne pas les intégrer dans le cadre de la relève?

Non, avoue Younes mais pour lui c'est somme toute normal. Car, «Un parti doit être guidé par une personne sage qui a de l'expérience et un passé

politique, surtout à la veille des élections. Les jeunes militants, quant à eux, doivent travailler à la base pour élargir la pyramide du parti, chacun dans sa circonscription ou sa région.»

Intime conviction ou effet d'endocrinement? Les deux peut être. Mais en tout cas, ils sont nombreux à partager ses points de vue surtout ceux des jeunes militants de droite. C'est le cas de Mounir, un jeune militant du RNI. «Un militant cherche l'intérêt du parti avant de chercher un poste de responsabilité au sein du parti. Les jeunes doivent prouver qu'ils sont compétents. Car jeune n'est forcément pas synonyme de mérite.» Et d'ajouter : «quand j'ai demandé à des jeunes d'adhérer au parti pour travailler au niveau de leurs circonscriptions, ils ont refusé parce qu'il n'y a pas de contrepartie. Dans les pays occidentaux, les jeunes militants sont les plus actifs et ils le font bénévolement» (Peut-être. Mais, ces partis politiques qu'ont-ils fait au profit des jeunes quand ils ont été au gouvernement?)

UN TREMLIN POUR DES POSTES POLITIQUES

Du côté de la Koutla, les avis des jeunes militants interrogés restent mitigés. Saïd, membre de la Chabiba ittihadia, estime que les jeunes de son parti n'ont pas à se plaindre. «Le bureau politique du l'USFP a institué des mécanismes démocratiques qui prévoient la participation des jeunes dans la prise de décisions.»

«Des Bobards», objecte Hatim, membre aussi de la Chabiba ittihadia. «Les jeunes, déplore-t-il, sont marginalisés par les hautes sphères. Par conséquent, ils n'ont jamais pu exprimer leur point de vue»

Il faut rappeler en effet, et c'est là un exemple flagrant : la Chabiba ittihadia avait appelé à voter non pour le réforme constitutionnelle du 13 septembre. Pour les punir, Youssoufi qui n'était pas de leur avis, a saisi «Annachra» (le journal de la Chabiba). Hatim va encore plus loin, en accusant les membres des directions des partis d'être en majorité des opportunistes. «Ils sont comme les autres. L'intérêt du parti est leur dernier souci. Ils l'utilisent comme un tremplin pour accéder aux postes de ministre ou de député.» Cependant les jeunes revendiquent de plus en plus une place aux premières loges. La pression est tellement forte qu'elle oblige parfois les vieux dirigeants à satisfaire cette demande du moins partiellement. On se rappelle que lorsque feu Maati Bouabid a été convié par le roi, à l'occasion de l'inauguration du processus de consensus en cours, il s'est fait accompagner de Abdellah Firdaous, 45 ans, secrétaire général de la Chabiba doustouria.

Il existe cependant un problème au niveau de chaque parti quant à la gestion de cette jeunesse. On assiste souvent à la manipulation de cette force par certains membres de la direction contre d'autres membres. Le cas le plus notoire est celui de la Chabiba ittihadia alliée au clan de Noubir El Amaoui contre les autres. Cette attitude diminue l'autonomie de décisions et la crédibilité des jeunes du parti vis-à-vis des autres militants plus avertis des dessous de telles manœuvres. Ceci étant, il est légitime de s'interroger, au vu de cette situation, sur la capacité des partis politiques à jouer leur rôle d'encadrement des jeunes du pays alors qu'ils n'arrivent pas toujours à canaliser les forces de leurs jeunes militants. ■ **A.M.**

L'ÉVÈNEMENT

LES PARTIS ET LA RELÈVE DES GÉNÉRATIONS

**L'ambition affichée du Centre
est de «représenter la relève»**

En voulant rallier les aigris de droite, comme de gauche, et en s'ouvrant aux «sans étiquette», les partis du Centre veulent se présenter comme une relève aux formations classiques. Notamment en tablant sur le rajeunissement de leurs appareils respectifs.

Du MNP au MDS, en passant par le RNI, le ton des «responsables» se veut conciliant avec la jeunesse. Chacun de ces partis, y compris le MNP, dirigé par l'illustre octogénaire Mahjoubi Aherdane, se présente comme le terroir où la jeunesse peut s'épanouir. *«Toute lutte pour la succession semble figée»*, notent les observateurs.

Au moins pour le moment. Cela s'explique par le lifting que les plus vieux partis, le MNP et le RNI, ont opéré au cours des années 1990.

UNE HEUREUSE DÉMARCATIION

Le MNP, dont les scissions multiples ont défrayé la chronique, a entamé le mouvement, il y a un peu plus d'une année. A l'occasion de son dernier congrès national, en se dotant pour la première fois de son histoire, d'appareils de direction, il a dosé en conséquence la représentativité des jeunes cadres. Au sein du Comité central, comme au Bureau politique, la moyenne d'âge des militants a été considérablement revue à la baisse. *«Elle tourne majoritairement autour de 40 ans»*, affirme un de ses responsables. Cela n'empêche pas les militants de ce mouvement de taxer leur leader de «vieux», avec une nuance certaine de respect. Cela ne veut pas dire pour autant que les luttes, pour la succession, sont inexistantes. *«Tout au plus sont-elles ténues»*, explique un compagnon d'Aherdane. *«Notre leader n'a jamais tourné le dos à la base et, pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que son domicile est constamment assiégé par les militants.»* Ce qui n'est effectivement pas le cas pour d'autres «Patrons» de partis.

Au RNI, les responsables affirment avoir opéré une ouverture franche sur les jeunes depuis le début des années 1990. Rien de plus normal puisqu'on reprochait à ce parti d'être coupé de la réalité du pays.

En plus, depuis le 2^{ème} et dernier Congrès du parti, tenu en 1984, des appels pressants ont été lancés dans ce sens. Aujourd'hui, au Comité central du RNI siègent des jeunes dont l'âge varie entre 30 et 40 ans. Non sans en tirer un motif de fierté, un responsable affirme que ce sont les jeunes qui planchent, en commissions, sur les principales lois fondamentales qui ont été proposées à l'examen des formations politiques.

Plus, ajoute la même source, ces jeunes travaillent aussi sur des dossiers brûlants comme l'enseignement, la santé, etc. Et la contribution des jeunes ne se limite pas à ce stade. La direction du Rassemblement les pousse aussi à faire du terrain, notamment en mobilisant les gens et en préparant, déjà, les campagnes électorales à venir. Cela n'empêche pas les «jeunes loups» d'œuvrer dès à présent pour la consolidation de leur position en prévision du prochain



Mahmoud Archane et Ahmed Osmane

Malgré les slogans, l'ouverture sur la jeunesse reste limitée.

congrès. «*Nous comptons envahir les appareils du parti*», confie-t-on. Histoire d'assurer une relève sans accroc. Cette ouverture sur la jeunesse reste cependant limitée. Tant il est vrai que les caciques de ces deux formations rechignent à céder leurs fauteuils.

AUTRE SON DE CLOCHE

«*Notre parti est, en lui-même, de par sa nature et sa vocation, un parti de relève*», confie Mahmoud Archane, secrétaire général du Mouvement démocratique et social. Etant donné son jeune âge, ce parti veut éviter les

erreurs des autres formations. Particulièrement en associant les jeunes.

A l'occasion de la tenue de son premier congrès, le bureau politique crée «*La Jeunesse démocratique et sociale*». Et afin d'associer cette nouvelle structure à la marche du parti, son président est aussi membre du bureau politique. Pour se donner les chances d'une réussite sur l'échiquier, les statuts de ce nouveau parti, créé dans l'enceinte même du Parlement, limitent la durée du mandat de son secrétaire général. «*Notre parti est le seul où dans ses statuts, le secrétaire général ne peut exercer que trois mandats tout au plus*»,

apprend on auprès de la direction du MDS.

Archane va même plus loin : «*Voilà bien un exemple de mouvement qui tourne le dos à certaines pratiques où des responsabilités sont confiées pendant trente ou quarante ans.*»

Cette limitation du mandat vise, selon le secrétaire général du MDS, à assurer une relève en faveur de la jeunesse. Une relève que les jeunes doivent mériter par leur militantisme et leur disponibilité. Voilà qui étonne nombre d'observateurs.

«*Comment se fait-il qu'une telle formation prétende disposer d'une jeunesse structurée alors qu'elle n'a pas encore fait ses preuves sur la scène nationale*», s'interrogent-ils. Les responsables du MDS ne font pas de complexes à ce sujet. «*Notre parti a la chance historique de pouvoir bâtir sur du neuf, avec une culture politique autre, débarrassée de réflexes du passé si prégnants ici et là*», affirme son leader.

Et ses militants d'abonder dans le même chapitre : «*Au MDS, il n'y a pas de Zaïm auto-proclamé, il n'y a pas non plus de fonds de commerce pour une bande, une équipe ou une famille. Il n'y a pas de rentiers de la politique.*»

Un discours qui étonne par sa fraîcheur. Tout en ne faisant pas oublier que ce parti du centre n'est toujours pas considéré par ses concurrents directs comme un membre à part entière de la classe politique marocaine. ■

A.E.M & A.M

L'ÉVÈNEMENT

LES PARTIS ET LA RELÈVE DES GÉNÉRATIONS

**L'ambition affichée du Centre
est de «représenter la relève»**

En voulant rallier les aigris de droite, comme de gauche, et en s'ouvrant aux «sans étiquette», les partis du Centre veulent se présenter comme une relève aux formations classiques. Notamment en tablant sur le rajeunissement de leurs appareils respectifs.

Du MNP au MDS, en passant par le RNI, le ton des «responsables» se veut conciliant avec la jeunesse. Chacun de ces partis, y compris le MNP, dirigé par l'illustre octogénaire Mahjoubi Aherdane, se présente comme le terroir où la jeunesse peut s'épanouir. *«Toute lutte pour la succession semble figée»*, notent les observateurs.

Au moins pour le moment. Cela s'explique par le lifting que les plus vieux partis, le MNP et le RNI, ont opéré au cours des années 1990.

UNE HEUREUSE DÉMARCATIION

Le MNP, dont les scissions multiples ont défrayé la chronique, a entamé le mouvement, il y a un peu plus d'une année. A l'occasion de son dernier congrès national, en se dotant pour la première fois de son histoire, d'appareils de direction, il a dosé en conséquence la représentativité des jeunes cadres. Au sein du Comité central, comme au Bureau politique, la moyenne d'âge des militants a été considérablement revue à la baisse. *«Elle tourne majoritairement autour de 40 ans»*, affirme un de ses responsables. Cela n'empêche pas les militants de ce mouvement de taxer leur leader de «vieux», avec une nuance certaine de respect. Cela ne veut pas dire pour autant que les luttes, pour la succession, sont inexistantes. *«Tout au plus sont-elles ténues»*, explique un compagnon d'Aherdane. *«Notre leader n'a jamais tourné le dos à la base et, pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que son domicile est constamment assiégé par les militants.»* Ce qui n'est effectivement pas le cas pour d'autres «Patrons» de partis.

Au RNI, les responsables affirment avoir opéré une ouverture franche sur les jeunes depuis le début des années 1990. Rien de plus normal puisqu'on reprochait à ce parti d'être coupé de la réalité du pays.

En plus, depuis le 2^{ème} et dernier Congrès du parti, tenu en 1984, des appels pressants ont été lancés dans ce sens. Aujourd'hui, au Comité central du RNI siègent des jeunes dont l'âge varie entre 30 et 40 ans. Non sans en tirer un motif de fierté, un responsable affirme que ce sont les jeunes qui planchent, en commissions, sur les principales lois fondamentales qui ont été proposées à l'examen des formations politiques.

Plus, ajoute la même source, ces jeunes travaillent aussi sur des dossiers brûlants comme l'enseignement, la santé, etc. Et la contribution des jeunes ne se limite pas à ce stade. La direction du Rassemblement les pousse aussi à faire du terrain, notamment en mobilisant les gens et en préparant, déjà, les campagnes électorales à venir. Cela n'empêche pas les «jeunes loups» d'œuvrer dès à présent pour la consolidation de leur position en prévision du prochain



Mahmoud Archane et Ahmed Osmane

Malgré les slogans, l'ouverture sur la jeunesse reste limitée.

congrès. *«Nous comptons envahir les appareils du parti»,* confie-t-on. Histoire d'assurer une relève sans accroc. Cette ouverture sur la jeunesse reste cependant limitée. Tant il est vrai que les caciques de ces deux formations rechignent à céder leurs fauteuils.

AUTRE SON DE CLOCHE

«Notre parti est, en lui-même, de par sa nature et sa vocation, un parti de relève», confie Mahmoud Archane, secrétaire général du Mouvement démocratique et social. Etant donné son jeune âge, ce parti veut éviter les

erreurs des autres formations. Particulièrement en associant les jeunes.

A l'occasion de la tenue de son premier congrès, le bureau politique crée «La Jeunesse démocratique et sociale». Et afin d'associer cette nouvelle structure à la marche du parti, son président est aussi membre du bureau politique. Pour se donner les chances d'une réussite sur l'échiquier, les statuts de ce nouveau parti, créé dans l'enceinte même du Parlement, limitent la durée du mandat de son secrétaire général. *«Notre parti est le seul où dans ses statuts, le secrétaire général ne peut exercer que trois mandats tout au plus»,*

apprend on auprès de la direction du MDS.

Archane va même plus loin : *«Voilà bien un exemple de mouvement qui tourne le dos à certaines pratiques où des responsabilités sont confiées pendant trente ou quarante ans.»*

Cette limitation du mandat vise, selon le secrétaire général du MDS, à assurer une relève en faveur de la jeunesse. Une relève que les jeunes doivent mériter par leur militantisme et leur disponibilité. Voilà qui étonne nombre d'observateurs.

«Comment se fait-il qu'une telle formation prétende disposer d'une jeunesse structurée alors qu'elle n'a pas encore fait ses preuves sur la scène nationale», s'interrogent-ils. Les responsables du MDS ne font pas de complexes à ce sujet. *«Notre parti a la chance historique de pouvoir bâtir sur du neuf, avec une culture politique autre, débarrassée de réflexes du passé si prégnants ici et là»,* affirme son leader.

Et ses militants d'abonder dans le même chapitre : *«Au MDS, il n'y a pas de Zaïm auto-proclamé, il n'y a pas non plus de fonds de commerce pour une bande, une équipe ou une famille. Il n'y a pas de rentiers de la politique.»*

Un discours qui étonne par sa fraîcheur. Tout en ne faisant pas oublier que ce parti du centre n'est toujours pas considéré par ses concurrents directs comme un membre à part entière de la classe politique marocaine. ■

A.E.M & A.M